

Chapitre 1

Propos introductifs

À toutes les époques, les hommes se sont interrogés sur les mœurs et les lois de leur pays : sont-elles bonnes ou mauvaises ? Existe-t-il de meilleures ? Quels principes guident les comportements individuels ? Quelles sont les rôles et missions des dirigeants ? Comment les intérêts individuels peuvent-ils être conciliés entre eux ? Comment peuvent-ils s'accorder avec ceux de la communauté ?... Autant de questions sociales importantes pour l'économie auxquelles les philosophes, en particulier les tenants de l'utilitarisme, prétendaient répondre.

I. L'utilitarisme

L'utilitarisme est une doctrine prescrivant l'action (ou l'inaction) afin de maximiser le bien-être global de la population. Jeremy Bentham (1748-1832) et John Stuart Mill (1806-1873) ont formalisé le principe d'utilité, entendu comme « toute action, consentie ou désavouée, qui, quelle que soit sa nature, tend à accroître ou à réduire le bonheur des parties affectées par l'action ». Aussi, il convient de ne pas réduire le concept d'utilité à son sens courant, c'est-à-dire à celui d'un moyen indispensable, nécessaire en vue d'une fin immédiate donnée mais « la tendance de quelque chose à engendrer bien-être, avantages, joies, bonheurs d'une population¹ ».

La pensée utilitariste vise à appréhender les aspects positifs et négatifs d'une décision et à comparer ceux-ci aux avantages et désavantages de la décision inverse avec comme critère de décision : le bonheur², bien suprême de la Vie. Dans cette perspective, Bentham affirme qu'il ne peut y avoir de conflit entre l'intérêt de l'individu et celui de la communauté car si l'un et l'autre fondent leur action sur l'utilité, leurs intérêts seront identiques³. Cette démarche joue sur tous les plans de la vie sociétale : religieux, économique, éducatif, législatif, dans la justice ainsi que dans les relations internationales. L'utilitarisme se conçoit ainsi comme un

1. *Principes de la morale et de la législation* – Chapitre 1.

2. Entendu comme une vie agréable, remplie, le plus possible, de satisfactions. « La nature a placé l'humanité sous l'empire de deux maîtres, la peine et le plaisir. C'est à eux seuls qu'il appartient de nous indiquer ce que nous devons faire comme de déterminer ce que nous ferons. D'un côté, le critère du bien et du mal, de l'autre, la chaîne des causes et des effets sont attachés à leur trône » (*Principes de la morale et de la législation*).

3. Néanmoins, cette philosophie ne commande pas de sacrifier systématiquement son bonheur à celui de ses semblables.

critère général de moralité pouvant et devant être appliqué tant aux actions individuelles qu'aux décisions politiques, tant dans le domaine économique que dans les domaines sociaux ou judiciaires.

L'approche néoclassique de la microéconomie trouve, dans une certaine mesure, ses fondements dans la philosophie notamment de Bentham, de Stuart Mill et de Jevons : les individus ne conçoivent leurs intérêts que sous le prisme du plaisir et de la peine. Ils cherchent à « maximiser » leur plaisir, exprimé par le surplus de plaisir sur la peine. Il s'agit, pour chaque individu, de procéder à un calcul hédoniste : chaque action contenant des effets négatifs et positifs d'une durée plus ou moins longue, de degrés divers d'intensité, il effectue celles qui lui apportent le plus de plaisir.

II. La valeur d'un bien

Les économistes classiques du XVIII^e et du XIX^e siècles ont eu du mal à réconcilier la valeur d'usage, fondée sur l'utilité que représente un bien pour un individu, et la valeur marchande, déterminée par le marché. Cette problématique est illustrée par le paradoxe de l'eau, indispensable à la vie des hommes mais qui possède une valeur quasi-nulle sur les marchés, et des diamants, moins essentiels que l'eau mais à la valeur marchande très élevée.

Cette invraisemblance vient du fait que les individus fondent la valeur sur l'utilité totale du bien tandis que les comportements sont guidés par l'utilité marginale. De ce fait, l'eau, qui a assurément une utilité totale élevée, possède une utilité marginale faible car elle est abondante dans la nature. Dès lors, les individus ne sont pas enclins à réaliser des efforts importants pour l'obtenir. En revanche, le diamant, dont l'utilité totale est plus faible que celle de l'eau, possède une utilité marginale plus forte du fait de sa rareté sur Terre. Les agents économiques sont donc disposés à un sacrifice pour l'obtenir (payer un prix plus élevé). Ainsi, le paradoxe disparaît si nous considérons l'utilité marginale comme le fondement de la valeur (Théorie de l'utilité marginale).

III. La démarche analytique

Les individus ont un grand nombre de besoins à satisfaire. Or, la plupart des ressources disponibles existent en quantité limitée. L'économie vise à étudier la manière dont les individus/Sociétés utilisent les ressources rares pour satisfaire leurs besoins *i.e.* elle est la science des choix rendus nécessaires par la rareté des ressources.

A. La démarche traditionnelle microéconomique

Un postulat essentiel guide cette analyse: les agents économiques (ménages, entreprises) sont supposés rationnels *i.e.* leur comportement est toujours guidé par la recherche du maximum de satisfaction (*homo economicus*). Ils sont supposés dotés de capacités cognitives et d'informations suffisantes pour pouvoir d'une part, construire des critères de choix entre différentes actions possibles et identifier les contraintes pesant sur ces choix et d'autre part, déterminer le choix qui satisfait au mieux ces critères en respectant ces contraintes (comportement d'« optimisation sous contraintes »).

Une fois précisés les objectifs et contraintes, l'économiste recherche les solutions qui satisfont la grande majorité des acteurs. Cette situation où aucune force n'est plus à l'œuvre pour modifier l'équilibre est défini soit, au niveau du comportement individuel (équilibre partiel) soit, pour l'ensemble des marchés considérés simultanément (équilibre général).

Une fois l'équilibre établi, il est naturel de se demander si les agents économiques tirent effectivement le meilleur parti des ressources disponibles. À cette fin, les économistes ont un critère de définition de l'efficacité économique: une situation est optimale si l'on ne peut plus améliorer la satisfaction d'un individu sans réduire celle d'au moins un autre individu (optimum de Pareto)

Par ailleurs, il existe schématiquement deux manières d'aborder cette science:

- partir des individus, considérés comme libres de toute attache sociale, et considérer la Société comme la résultante de leurs comportements (individualisme méthodologique);
- considérer que toute action individuelle s'insère dans une Société qui lui préexiste, et dans laquelle les individus sont différenciés par leur passé, par leurs traditions, par leur place dans leurs relations marchandes (approche holiste dans lequel la Société occupe une place au moins aussi importante que les individus).

Si la démarche néoclassique identifie généralement microéconomie et individualisme méthodologique, il convient néanmoins de considérer que toute action individuelle s'inscrit nécessairement dans un cadre institutionnel lui préexistant.

Enfin, cette science se propose, dans un premier temps, d'abstraire tous les facteurs culturels et sociaux affectant le comportement de chacun, pour ne s'intéresser qu'à deux fonctions élémentaires qu'exerce un individu: la consommation et la production. Elle distingue deux types d'individus qualifiés d'agents:

- les ménages, qui consomment des produits et des services. Caractérisés par leurs goûts et leurs préférences pour les différents biens, ils sont dotés de ressources initiales;
- les entreprises qui les produisent. Les producteurs sont représentés par une fonction de production qui relie les quantités produites aux quantités nécessaires à cette production.

B. La démarche macroéconomique

La macroéconomie, branche de l'économie, a pris son essor dans les années 1930 dans la foulée de l'ouvrage fondateur de John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de la monnaie et du taux d'intérêt* (1936). En effet, l'incapacité du modèle classique à expliquer, de manière satisfaisante, le chômage de masse et l'effondrement de la production consécutifs à la crise de 1929 a ouvert la voie à la révolution keynésienne.

Keynes, mais aussi Kalecki¹ et Myrdal², s'attache à mieux comprendre les défaillances du modèle classique afin de proposer une nouvelle interprétation du fonctionnement de l'économie. Il a l'intuition que, pour sortir du chômage de masse, il ne faut pas recourir à une déflation salariale et démontre que sa hausse résulte d'une insuffisance de la demande agrégée. Pour y remédier, il suggère que, du fait de son poids et de sa place dans l'économie, l'État pilote la demande afin d'améliorer les performances économiques. Un véritable changement de paradigme pour la théorie économique !

La macroéconomie ne rejette toutefois pas complètement l'approche classique. Keynes considèrerait, par exemple, que le modèle microéconomique d'équilibre général pouvait s'inscrire dans sa théorie. La macroéconomie trouve ses fondements dans l'approche des mercantilistes aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles et dans celle des Physiocrates qui ont posé les prémisses de la Comptabilité nationale. Elle s'attache à représenter, de manière simplifiée, les interactions entre agents économiques à l'aide d'agrégats (confiance des consommateurs, climat des affaires, consommation des ménages etc.) et de la classification en différentes catégories des agents par rapport à leur fonction économique principale.

Le keynésianisme rencontre un véritable succès, après 1945, auprès des décideurs, influençant la politique économique des pays occidentaux jusqu'au milieu des années 1970. Ce succès est lié à la mathématisation des théories keynésiennes, pourtant refusée par Keynes, qui leur donne un vernis scientifique. Cette période (« trente Glorieuses ») marque l'avènement de la macroéconomie keynésienne mais aussi sa scission en deux branches connexes : la première va se focaliser sur les mouvements de court terme et préconiser des moyens d'action : les politiques conjoncturelles, la deuxième va s'intéresser au plus long terme : les politiques structurelles.

Ce courant de pensée ne résistera toutefois pas aux chocs pétroliers des années 1970 et à la hausse de l'inflation dans les économies développées. La riposte à l'approche keynésienne a procédé en deux étapes : Milton Friedman, tout d'abord, conteste la thèse de Keynes en réfutant l'intérêt de l'intervention publique en cas de conjoncture défavorable puis, Robert Lucas, remettant en cause la perti-

-
1. Le modèle de variation cyclique de Kalecki place au cœur de son analyse la demande d'investissement. Il en déduit qu'il y a expansion économique lorsque les investissements sont supérieurs à un optimum de départ et qu'il y a récession dans l'hypothèse inverse.
 2. Cet auteur considère que la coordination microéconomique n'est pas en mesure de faire face aux problèmes macroéconomiques et souligne la nécessité d'une intervention de l'État pour corriger ces déséquilibres. Son approche mêle analyse économique et sociologie.

nence des modèles macroéconomiques keynésiens pour définir les politiques économiques, suggère d'avoir recours à des modèles structurels se fondant sur la rationalité des agents.

Cette contestation de la macroéconomie keynésienne a conduit à une mathématisation encore plus poussée et à l'émergence de la macroéconomie dynamique et stochastique. Le thème de prédilection du keynésianisme, les défaillances de l'économie de marché, est délaissé au profit d'un examen des phénomènes de cycle et de croissance à l'aide de modèles économétriques. La crise mondiale qui a éclaté en 2007 a remis au goût du jour certains aspects de la macroéconomie keynésienne.

Chapitre 2

Le circuit économique

Prérequis

L'économie recèle de nombreuses variables, de type « valeur » et « quantité », qui sont des stocks ou des flux.

Un **stock** décrit une variable qui n'a pas de dimension temporelle. Celle-ci peut être appréciée à un instant donné. C'est une photographie. Exemple : le montant de la consommation des ménages au 31 décembre 2015.

Un **flux** décrit une variable qui ne peut être appréciée que sur un intervalle de temps donné. La marque d'une variable-flux est la présence de la dimension temporelle « par mois », « par an » même si elle est parfois sous-entendue (dans les comptes nationaux, en particulier).

Les données économiques fournies par les statisticiens sont le plus souvent des variables de flux, dans la mesure où les stocks sont difficiles à mesurer.

L'évaluation à prix courants

Les prix courants sont les prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée. Ils sont dits en valeur nominale

Exemple : Le produit intérieur brut (PIB) 2015 évalué au prix 2015. On parlera de PIB en valeur ou de PIB nominal.

L'évaluation à prix constants

Les prix constants sont les prix en valeur réelle c'est-à-dire corrigés de la hausse/baisse des prix.

Par exemple, il peut s'agir des richesses effectivement créées par l'économie nationale. Ce PIB réel est une mesure du PIB basée sur la variation du PIB en volume d'une période de référence à une autre.

Le PIB réel n'est concrètement utilisé que pour mesurer la croissance du PIB d'une année à l'autre, le PIB nominal restant la mesure de référence pour les données de long terme.

L'indice de prix du PIB (ou déflateur du PIB)

De manière générale, un déflateur est un instrument permettant de corriger une grandeur économique des effets de l'inflation.

Le déflateur du PIB est calculé à partir des évolutions du PIB nominal et du PIB réel. Concrètement, il est calculé de la façon suivante :

$$\text{Déflateur du PIB} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{PIB réel}} * 100$$

Le taux de croissance en glissement annuel

On cherche fréquemment à appréhender l'évolution d'une variable économique (G) à diverses dates (s'il s'agit de stocks) ou d'une période à l'autre (flux). Ceci passe par le calcul du taux de croissance en glissement annuel d'une variable considérée, G, obtenu en effectuant une variation relative :

$$\frac{G_A - G_{A-1}}{G_{A-1}} * 100$$

Si les grands problèmes économiques (croissance et développement économiques, inflation, emploi, allocation des ressources...) relève généralement de la macroéconomie, il convient toutefois de ne pas négliger la microéconomie en considérant les enjeux des entreprises et les problématiques des consommateurs. La différence entre les approches micro et macroéconomique réside en une différence de points de vue et de centres d'intérêt.

La microéconomie a pris son essor à la fin du XIX^e siècle avec l'apport des économistes néoclassiques¹. Elle analyse essentiellement les comportements individuels de marché des ménages et des firmes afin de mieux comprendre leur processus de prise de décision. En d'autres termes, elle s'attache à l'étude de l'interaction entre les acheteurs et les vendeurs (demande vs offre), aux facteurs qui influencent leurs choix et se concentre, en particulier, sur la détermination des prix.

La macroéconomie, quant à elle, s'intéresse principalement à l'interaction entre les variables économiques agrégées au niveau de l'économie nationale comme le produit intérieur brut, le chômage, les indices de prix, la monnaie, la consommation des ménages... Son développement est largement issu des travaux réalisés, dans les années 1920-1930, par John Maynard Keynes et des débats qu'ils ont suscités.

Il est entendu que pour avoir un aperçu vraiment complet du fonctionnement de l'économie, mieux vaut recourir à la micro et à la macroéconomie.

I. Les acteurs économiques et leurs relations

La vie économique est faite d'une multiplicité d'échanges quotidiens entre de nombreux agents. Pour rendre intelligible cette réalité complexe, gérer au mieux

1. L'école néoclassique est un terme générique utilisé pour désigner plusieurs courants économiques qui étudient la formation des prix, de la production et de la distribution des revenus à travers le mécanisme d'offre et de demande sur un marché.

cet environnement et mettre en œuvre des politiques adaptées, il est nécessaire de disposer d'informations fiables et représentatives de l'ensemble de ces activités. Le fonctionnement de l'économie peut être ainsi représenté d'un point de vue global, en privilégiant les relations d'interdépendance qu'entretiennent les acteurs à l'occasion des opérations économiques qu'ils effectuent. Pour retracer de façon simplifiée les transactions, la Comptabilité nationale adopte une approche macroéconomique en termes de circuit.

Le circuit économique est une présentation simplifiée des enchaînements économiques décrivant les grandes opérations réalisées par les différents agents participant à la vie économique. Les relations entre les acteurs prennent la forme de flux monétaires ou réels.

- les flux réels sont composés des mouvements de biens, de services et de facteurs de production entre les acteurs économiques;
- les flux monétaires constituent la contrepartie financière des flux réels. Exemple: les ménages offrent leur travail aux entreprises (flux réel) en échange d'une rémunération (flux monétaire).

Pour effectuer le lien entre la micro et la macroéconomie, l'économiste va s'appuyer sur la Comptabilité nationale¹, qui a pour objet de fournir une représentation quantifiée de toutes les grandeurs de l'économie et de présenter, de la manière la plus appropriée possible, l'ensemble des phénomènes économiques dans un cadre comptable cohérent.

A. Les secteurs institutionnels

Les divers acteurs de la vie économique sont rassemblés dans des unités de base, appelées unités institutionnelles. Le critère de regroupement est d'être un centre de décision autonome. Nous y retrouvons aussi bien des personnes physiques (ménages) que morales (firme, association, administration publique) qui ont un impact sur leur environnement économique *i.e.* susceptibles de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres unités.

Les secteurs institutionnels sont élaborés à partir de l'agrégation d'unités institutionnelles réalisée selon deux types de critère:

1. Les relations entre la théorie économique et la Comptabilité nationale sont complexes. En principe, la Comptabilité nationale est indépendante de la théorie économique et il est vital de préserver au mieux cette indépendance si l'on veut qu'elle puisse continuer à jouer son rôle de mesure permettant de valider ou d'infirmer les théories économiques. Cependant, la Comptabilité nationale adopte certains points de vue qui ne sont pas compatibles avec toutes les théories économiques.